

[Texte]

manage them in a way that was going to give them the maximum return and protect ocean resources. We were the only country in the world that set up a sectoral organization. Other countries, such as Sweden, in fact often talked about doing the same thing. So this was a rather bold step.

The second thing was its flexibility, as you've heard about today. With a relatively small amount of money, you could carry the Canadian flag to countries and to areas that otherwise wouldn't be dealt with by Canada at all. In this sectoral way we managed to have, I think, a disproportionately large influence in the management of ocean resources and ocean policy development in many parts of the world, some of them very distant to Canada, such as the Indian Ocean and the South Pacific.

**The Chairman:** May I pursue a couple of the points Mr. Hovdebo was pursuing on administration costs, related to this document you've given us? This was given to us at the table. It was given to the clerk to file and pass around, but it was only in English, so it hasn't been circulated. But I thought members would be interested, because what it says essentially is that the budget for the proposed new organization would be about \$7 million out of CIDA, if I read it correctly, contracted back to you, in effect, under the current CIDA models. It proposes a total budget of about \$14 million for this new NGO. It makes a couple of interesting statements about what you've just said, one of them being that your current administration budget is about \$3 million. It costs you about \$3 million, as I took it from what you said, in administration terms. This document says the institution anticipated would have approximately half the staff complement ICOD was required to carry, as a Crown corporation.

I take it from that you think you can do what you now do more efficiently if you are relieved of the status of being a crown and allowed to become an NGO. That is one way of saying it. Secondly, that sounds attractive until I get to your cashflow statement, which says administration \$2,750,000, policy and planning \$200,000, business co-operation \$600,000, which totals to \$3,550,000 out of a budget of \$14 million.

I'm attracted to the notion, as we all should have to be these days, that you can get more for fewer administrative dollars; more direct program delivery dollars. But this document doesn't seem to get all that way. Can you enlighten us a little more, Mr. Farmer, on this wonderful idea that you could do more program with fewer staff than you are "required to carry as a Crown corporation"?

**Mr. Farmer:** Frankly, initially, when you were utilizing the figure of \$3 million. . . I think that was a corporate one.

**The Chairman:** Was it? I'm cheating a little, because that document has not gone around to everybody. But it's the one you referred to.

[Traduction]

façons, à gérer leurs propres ressources et à les gérer de façon à en retirer le maximum d'avantages et à protéger les ressources des océans. Nous avons été le seul pays au monde à mettre sur pied un organisme sectoriel. D'autres pays, comme la Suède, parlaient en fait souvent de faire la même chose. C'était donc un projet assez audacieux.

Il y avait ensuite sa souplesse, comme vous en avez entendu parler aujourd'hui. Avec un montant relativement peu élevé, on pouvait planter le drapeau canadien dans des pays et des régions où le Canada n'aurait pas été présent autrement. Grâce à cet organisme sectoriel, nous avons réussi, je pense, à avoir une très grande influence dans le domaine de la gestion des ressources des océans et de l'élaboration d'une politique des océans dans de nombreuses régions du monde, certaines de ces régions étant très éloignées du Canada, comme l'océan Indien et le Pacifique Sud.

**Le président:** Puis-je revenir sur la question des coûts administratifs qu'a soulevée M. Hovdebo, par rapport au document que vous nous avez remis? Ce document a été remis à la greffière, mais comme il n'était qu'en anglais, il n'a pas été distribué. J'ai pensé que cela pourrait intéresser les députés, car selon ce document, le nouvel organisme qui est proposé aurait un budget de 7 millions de dollars, qui, si j'ai bien compris, proviendraient de l'ACDI, qui vous confierait des contrats selon ses modèles actuels. On y propose donc un budget total de 14 millions de dollars pour cette nouvelle ONG. On y fait quelques déclarations intéressantes, entre autres que votre budget d'administration actuel s'élève à environ 3 millions de dollars, comme vous l'avez dit. Si j'ai bien compris ce que vous avez dit, vos coûts d'administration s'élèvent à environ 3 millions de dollars. Dans le document en question, on dit que le nouvel organisme aurait environ la moitié du personnel dont le CIEO avait besoin pour fonctionner en tant que société d'État.

Si j'ai bien compris, vous pensez pouvoir être plus efficaces si votre organisme devient une ONG plutôt qu'une société d'État. Voilà une façon de le dire. Ensuite, tout cela me semblait bien intéressant jusqu'à ce que j'arrive à votre déclaration de trésorerie, qui dit que les coûts sont les suivants: administration: 2,750,000\$, politique et planification: 200,000\$, coopération avec les entreprises: 600,000\$, pour un total de 3,550,000\$ sur un budget total de 14 millions de dollars.

Je trouve intéressante l'idée que l'on puisse consacrer une plus grande partie du budget à l'exécution du programme et une plus petite partie aux coûts administratifs. Mais ce document ne semble pas aller jusque-là. Pouvez-vous nous parler un peu plus, monsieur Farmer, de cette merveilleuse idée selon laquelle vous pourriez exécuter davantage de programmes avec moins de personnel qu'il ne vous en faut pour fonctionner en tant que société d'État?

**M. Farmer:** Franchement, initialement, lorsque vous avez cité le chiffre de 3 millions de dollars. . . Je pense que c'était pour l'ensemble de l'organisation.

**Le président:** Ah bon? Je triche un peu, car le document n'a pas été distribué à tout le monde. Mais vous y avez fait allusion.